

## **Enseigner par temps de crise est loin d'être une sinécure**

Lorsque le protocole sanitaire est respecté, les cours qui continuent à être dispensés en totalité en classe sont appréciés car ils préviennent le décrochage et facilitent la communication ; certains collègues parlent du bonheur de se retrouver, éprouvé par les élèves et les professeurs. Mais d'autres déplorent un « 100 % présentiel » sans aménagement dû à l'absence de directive nationale quant au dédoublement (parfois jugé tardif quand il a lieu) et à certain.es chef.fes d'établissement qui, profitant de la situation, l'imposent pour montrer que l'enseignement privé fait mieux que le public. On signale aussi la difficulté d'assurer la continuité pédagogique pour les élèves absent.es.

Lorsqu'un enseignement en distanciel est mis en place, on apprécie la sécurité sanitaire qu'il garantit et les cours en demi-groupe jugés « *confortables et efficaces* ». Mais on ne manque pas non plus de s'inquiéter des programmes à boucler, et qu'il faudrait donc alléger. Les enseignant.es de lycées professionnels jugent le distanciel mal adapté en raison du matériel nécessaire et du suivi moins facile, rejoint.es par des collègues de collègue qui mentionnent le manque d'aisance de certain.es élèves avec le numérique. D'autres font remarquer que toutes les matières ne s'y prêtent pas et que la charge de travail devient insupportable quand il faut assurer le présentiel et le distanciel pour les absent.es. Comme lors du premier confinement, des collègues déplorent que l'équipement informatique ne soit pas fourni et les dépenses qu'ils ont dû engager.

### **Quant au protocole...**

Certain.es sont satisfaits de la manière dont il est mis en œuvre, des ajustements faits en fonction des difficultés rencontrées et du sens des responsabilités de leur chef.fe d'établissement. Mais tout ne va pas aussi bien partout : on signale en effet aussi des problèmes liés à un défaut de mesures sanitaires, à des gestes barrières non respectés, ou difficilement appliqués en IME. Certain.es ne se sentent pas en sécurité. Par ailleurs, on ne trouve pas normal de participer à la surveillance et au ménage ou, comme cette documentaliste, d'avoir dû « bricoler » un protocole. Certain.es se disent contraint.es de taire les dysfonctionnements face à tel.le chef.fe d'établissement qui affiche un optimisme trompeur.

On suggère l'interdiction des réunions et de la présence des parents *in situ* ou encore qu'un contrôle soit effectué par l'ARS.

Par ailleurs, il est des collègues pour dire que la covid n'est pas tant dangereuse que cela et remettre en question le masque jugé « *inutile, anxiogène et délétère pour la santé mentale et physique* » de tou.tes.

### **Vous avez dit « dialogue social » ?**

Le dialogue social est majoritairement absent. On déplore les décisions prises verticalement, sans aucune consultation, ou si peu ; le manque de considération pour l'avis émis par le CSE, ou le transfert des prérogatives de celui-ci au conseil de direction. Le climat de travail peut être « *détestable* » et les collègues dans l'impossibilité d' « *exprimer leur désaccord sous peine de représailles* ». L'on signale aussi la pression de certain.es directions ou DDEC pour que l'établissement reste ouvert.

Heureusement, il est également question d'établissements où la concertation et l'écoute ne sont pas de vains mots, alors cela se passe mieux...

## **Des enseignant.es en souffrance**

Les contributions expriment aussi des d'inquiétudes quant à la santé, émises notamment par des collègues conjoint.es de personnes vulnérables. De nombreux commentaires font état d'une fatigue physique et morale extrême attribuée aux précautions à prendre vis-à-vis du risque d'attentat, mais surtout aux contraintes liées à la crise sanitaire : la surcharge de travail et enseigner avec le masque épuisent, la convivialité n'existe plus (on ne déjeune plus ensemble, les temps de pause ne sont plus pris en commun), l'ambiance est pesante, voire explosive. De la suspicion naît entre collègues, relative aux présences et aux absences. Il est question de perte de sens quant au métier, de « grande détresse psychologique », d'une peur latente, d'un sentiment d'écœurement dû au manque de considération (dans les établissements et par le ministre) et de reconnaissance (notamment en termes de rémunération).

## **Une confiance ébranlée**

À cela s'ajoutent la difficulté d'obéir aux ordres et aux contre-ordres et une perte de confiance dans la capacité ministérielle à gérer la crise après les « mensonges » ou dans celle de chef.fes d'établissement à gérer « l'humain ». On déplore les effets d'annonce et le manque d'anticipation. On a le sentiment d'être sacrifié.es au profit de l'économie et on n'applique pas aux établissements ce que l'on exige dans les entreprises. « *Nous sommes de braves soldats et le ministère tire sur la corde* », s'indigne un collègue. Certain.es regrettent que le confinement ne soit pas généralisé. On reproche aussi aux syndicats d'enseignant.es d' « être frileux sur le protocole sanitaire ».

Certains commentaires adoptent un ton complotiste : « *Le télétravail et le contrôle informatique sont leurs buts...le problème viral est essentiellement dû au gouvernement autoritariste à fond...* ».